

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 à R2123-7 (Procédure adaptée)
L2430-1 à L2432-2, R2431-1 à R2432-7 (Maîtrise d'œuvre privée)
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Fonction Achat mutualisée – Secteur Travaux
En qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique**

Maître d'ouvrage :

EPSM Morbihan

Objet du marché public :

**MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE DANS LE CADRE DU PROJET
DE RENOVATION DE L'IMMEUBLE SITUÉ AU 3-5, RUE CONSTANT REYNIER
A VANNES**

SOMMAIRE

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS	5
CHAPITRE 1. PRESENTATION GENERALE	6
ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT.....	6
ARTICLE 2. PROCEDURE DE PASSATION.....	6
ARTICLE 3. DECOMPOSITION	6
3.1. Allotissement	6
3.2. Options	6
ARTICLE 4. OBJET	6
ARTICLE 5. CATEGORIE D'OUVRAGES	7
ARTICLE 6. ELEMENTS DE MISSIONS.....	7
ARTICLE 7. MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 8. DUREE	8
ARTICLE 9. AUTRES INTERVENANTS	8
9.1. Contrôle technique.....	8
9.2. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	9
9.3. Sous-traitance.....	9
ARTICLE 10. PIECES CONTRACTUELLES	11
CHAPITRE 2. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	13
ARTICLE 11. TVA	13
ARTICLE 12. CONTENU ET CARACTERE DU FORFAIT DE REMUNERATION.....	13
ARTICLE 13. CLAUSE DE REEXAMEN OU MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE	14
13.1. Forfait définitif de rémunération en phase APD	14
13.2. Rémunération complémentaire en phase PRO, ACT et exécution des travaux	14
13.3. Hypothèses n'ouvrant pas droit à rémunération complémentaire	15
ARTICLE 14. PRIX	15
14.1. Forme du prix.....	15
14.2. Mois d'établissement du prix du marché	15
14.3. Choix de l'index de référence.....	15
14.4. Modalités de révision	16
ARTICLE 15. MODALITES DE REGLEMENT	16
15.1. Mode de règlement.....	16
15.2. Présentation des demandes de paiement.....	16
15.3. Avances.....	17
15.4. Acomptes	17
15.4.1. Modalités d'établissement des acomptes par élément de mission ou mission	17
15.4.2. Rémunération des éléments de mission ou des missions.....	19
15.4.3. Montant de l'acompte	19
15.5. Solde.....	20
15.5.1. Décompte final.....	20
15.5.2. Décompte général - État du solde	20
15.6. Délai de paiement.....	21
15.7. Suspension du délai de paiement.....	21
15.8. Intérêts moratoires	21
CHAPITRE 3. DELAIS – PENALITES POUR RETARD	22
ARTICLE 16. DELAIS – PENALITES PHASE « ETUDES »	22
16.1. Établissement des documents d'études	22
16.2. Pénalités pour retard.....	22
16.3. Admission des documents d'études	23
16.3.1. Présentation des documents.....	23
16.3.2. Nombre d'exemplaires.....	23
16.3.3. Délais.....	24
16.3.4. Suspension des délais.....	24

16.3.5.	Prolongation des délais	25
ARTICLE 17.	DELAIS – PENALITES PHASE « TRAVAUX ».....	25
17.1.	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	25
17.1.1.	Délai de vérification	26
17.1.2.	Pénalités pour retard	26
17.1.3.	Pénalités pour erreur de vérification	26
17.2.	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	26
17.2.1.	Délai de vérification	26
17.2.2.	Pénalités pour retard	26
17.2.3.	Pénalités pour erreur de vérification	27
17.3.	Instruction des mémoires en réclamation	27
17.3.1.	Délai d'instruction	27
17.3.2.	Pénalités pour retard	27
17.4.	Opérations préalables à la réception.....	27
17.5.	Compte rendus de réunions de chantier.....	27
17.6.	Vérification des déclarations de sous-traitance.....	28
17.7.	Respect des réglementations relatives à la Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	28
17.8.	Non-Respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique	28
17.9.	Non-respect des délais d'exécution des travaux	28
17.10.	Non-Respect de la qualité.....	28
17.11.	Absence aux réunions	29
17.12.	Non-respect des clauses de confidentialité.....	29
17.13.	Non-respect des clauses de protection des données personnelles	29
17.14.	Non-respect des clauses de protection de l'environnement, sécurité et santé	29
CHAPITRE 4.	EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	30
ARTICLE 18.	COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	30
ARTICLE 19.	CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT.....	31
ARTICLE 20.	TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	31
ARTICLE 21.	SEUIL DE TOLERANCE.....	31
ARTICLE 22.	COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX.....	31
ARTICLE 23.	MESURES CONSERVATOIRES	31
CHAPITRE 5.	EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	33
ARTICLE 24.	COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	33
ARTICLE 25.	CONDITIONS ECONOMIQUE D'ETABLISSEMENT	33
ARTICLE 26.	TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	33
ARTICLE 27.	SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	33
ARTICLE 28.	COMPARAISON ENTRE REALITE ET SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	33
ARTICLE 29.	PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE.....	34
ARTICLE 30.	MESURES CONSERVATOIRE.....	34
ARTICLE 31.	ORDRES DE SERVICES	34
ARTICLE 32.	PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	35
ARTICLE 33.	SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	35
ARTICLE 34.	ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	36
CHAPITRE 6.	MODALITES GENERALES D'EXECUTION	37
ARTICLE 35.	OBLIGATION DE CONSEIL	37
ARTICLE 36.	CONDUITE DES PRESTATIONS.....	37
ARTICLE 37.	NOTIFICATION	37
ARTICLE 38.	CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	38
ARTICLE 39.	UTILISATION DES RESULTATS	40
ARTICLE 40.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE L'ENVIRONNEMENT	40
ARTICLE 41.	REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	41

ARTICLE 42.	ASSURANCES.....	41
ARTICLE 43.	ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE	42
CHAPITRE 7. RESILIATION DU MARCHE – LITIGES – DEROGATIONS AU CCAG.....		44
ARTICLE 44.	ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	44
ARTICLE 45.	RESILIATION DU MARCHE	44
45.1.	Résiliation du fait du Maître de l'ouvrage.....	44
45.2.	Résiliation du marché aux torts du Maître d'œuvre ou cas particuliers	44
45.3.	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....	45
45.4.	Conséquences de la résiliation.....	45
ARTICLE 46.	LITIGE	45
ARTICLE 47.	DEROGATIONS AU CCAG-MAITRISE D'OEUVRE	45

Par convention signée le 1^{er} juillet 2016, le Groupement Hospitalier Brocéliande Atlantique (GHBA) a été constitué entre les établissements suivants :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
- L'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) Morbihan (Saint Avé) ;
- Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de Malestroit ;
- Le Centre hospitalier de Josselin ;
- Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer (Le Palais) ;
- Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'Etablissement support du groupement hospitalier de territoire.

Conformément à l'article L6132-3 3° du Code de la santé publique, l'Etablissement support assure la fonction Achat pour le compte des Etablissements parties. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat ;
- La planification des marchés publics ;
- La passation des marchés publics et de leurs avenants.

L'exécution des marchés publics qui comprend notamment l'émission des commandes, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des Etablissements parties.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} mars 2021, l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents de Quiberon a intégré la Direction commune regroupant le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, le Centre hospitalier Alphonse Guérin, le Centre hospitalier de Josselin, l'EHPAD de Malestroit et le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer.

Le 3 mai 2021, l'EHPAD La Rose des Vents et le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ont signé une convention constitutive de groupement de commandes afin de permettre à l'EHPAD de bénéficier des marchés publics passés par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, en sa qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique, pour le compte de l'**Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) Morbihan**, dénommé ci-après « *le Maître d'ouvrage* »,

Et

- L'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « *le Titulaire* » ou « *le Maître d'œuvre* ».

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire du groupement représente jusqu'à la fin du marché public l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du Maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché public.

ARTICLE 2. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé après mise en concurrence en la forme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3. DECOMPOSITION

3.1. Allotissement

Prestations divisées en lots :

☐ Oui ☒ Non

Le présent marché public ne donne pas lieu à allotissement, la mission de maîtrise d'œuvre devant faire l'objet d'un contrat unique et les différentes missions de base de maîtrise d'œuvre constituant un ensemble insécable. En outre, une décomposition de la mission en lots techniques séparés risquerait de rendre techniquement difficile et/ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

3.2. Options

Au sens du Droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché public comporte des tranches optionnelles :

☐ Oui ☒ Non

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

☒ Oui ☐ Non

Le marché public peut faire l'objet de reconductions :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 4. OBJET

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de services ayant pour objet la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de travaux suivante :

Rénovation de l'immeuble situé au 3-5, rue Constant Reynier à Vannes

Les caractéristiques de l'opération de travaux sont définies dans le Programme de l'opération placé en Annexe 1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération affectée aux travaux par le Maître de l'ouvrage, est estimée à 828 000,00 € HT (valeur Mois M0 des études correspondant au mois de remise de l'offre).

ARTICLE 5. CATEGORIE D'OUVRAGES

L'ouvrage concerné par les missions de maîtrise d'œuvre appartient aux catégories suivantes :

**Opération de réhabilitation pour la restructuration du bâtiment
Opération de construction neuve pour l'extension du bâtiment**

ARTICLE 6. ELEMENTS DE MISSIONS

Le présent marché public est soumis aux articles L2410-1 à L2432-2 et R2412-1 à R2432-7 du Code de la Commande Publique.

Le détail du contenu de ces missions est fixé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). En cas d'absence de clauses particulières, le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des Maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Le Maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution des missions ci-dessous énumérées, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions légales et réglementaires, notamment issues du code de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation, et du code de l'environnement, applicables au marché, et à veiller à leur stricte application.

La rémunération de ces éléments de mission est précisée dans l'Acte d'engagement.

Le présent marché de maîtrise d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

- Eléments de mission de base :

CODE	DESIGNATION
ESQ	Etudes d'esquisse
AVP	Etudes d'avant-projet sommaire et définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation des marchés publics de travaux
DET	Direction de l'exécution des marchés publics de travaux
VISA	Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse et leur visa
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission DET s'entendent pour :

- Une durée prévisionnelle d'exécution des travaux de douze (12) mois ;
- Une fréquence de réunion de chantier de : une fois par semaine minimum.

Le Maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution des missions ci-dessus énumérées, à respecter les règles générales de construction et notamment celles prévues par les textes pris pour l'application de l'article L111-3 du Code de l'Urbanisme et de l'article L111-4 du Code de la Construction et de l'Habitation et à veiller à leur stricte application.

L'exécution de chaque élément de mission est enclenchée par délivrance d'un ordre de service comme décrit à l'article 16.1 du présent CCAP.

- **Missions complémentaires :**

CODE	DESIGNATION
DIAG	Etudes de diagnostic
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination

ARTICLE 7. MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

La dévolution des travaux est prévue à titre provisoire en lots séparés.

Le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception de l'APD (Avant-projet Définitif).

Des marchés de travaux anticipés et/ou différés pourront être prévus, outre ceux portant sur les travaux principaux.

ARTICLE 8. DUREE

Le marché s'exécute à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, telle que définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

La durée globale prévisionnelle du marché est de trente-deux (32) mois à compter de sa notification, dont :

- Huit (8) mois pour les études DIAG, ESQ, AVP, PRO et l'élément de mission ACT (y compris périodes de congés),
- Douze (12) mois de travaux (y compris périodes de congés),
- Douze (12) mois au titre de la garantie de parfait achèvement.

La notification du marché public vaut ordre de commencement de l'élément de mission DIAG.

ARTICLE 9. AUTRES INTERVENANTS

9.1. Contrôle technique

Pour l'exécution de l'opération, le Maître d'ouvrage est assisté d'un contrôleur technique agréé, conformément à l'article L111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, le nom du bureau de contrôle sera alors communiqué au Maître d'œuvre.

- Missions de Base :
 - o L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
 - o SEI : Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- Missions Complémentaires :
 - o PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme y compris fourniture de l'attestation sismique
 - o Pha : Isolation Acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
 - o Th : Isolation thermique et économies d'énergie y compris fourniture de l'attestation conformité thermique
 - o HAND : Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
 - o LE : Solidité des existants
 - o Av : Solidité des avoisinants
 - o VIEL : Vérification initiale des installations électriques
 - o RVRAT : Rapport de vérification réglementaire après travaux

Les observations du contrôleur technique résultant des obligations réglementaires et de leurs interprétations s'imposent au Maître d'œuvre, au stade de la conception et de l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du contrôleur technique sont demandées par le Maître d'ouvrage, sans qu'elles fassent l'objet de complément de rémunération.

Le DCE doit ainsi intégrer la prise en compte des remarques du contrôleur technique sur le dossier PRO de manière à présenter un Rapport Initial de Contrôle Technique sans observations sur la phase de conception.

Le Maître d'œuvre fait connaître au contrôleur technique la suite donnée à ces avis et observations.

9.2. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché, étant une opération de réhabilitation, elle est régie par les prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 relatif aux « Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure » (et non pas de la Loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993).

En tant qu'« entreprise utilisatrice », le Maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises intervenant dans son établissement. Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

Le Maître d'ouvrage peut éventuellement s'adjoindre les compétences d'un conseil technique extérieur pour l'assister dans cette mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS). Son nom est alors communiqué au Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, que le Maître d'ouvrage et/ou le CSPS lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Le Maître d'œuvre fait connaître au Maître d'ouvrage et/ou au CSPS la suite donnée à ces avis et observations.

9.3. Sous-traitance

Le Maître d'œuvre, ou un membre du groupement de Maîtrise d'œuvre, peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Toutefois, en application de l'article L2193-3 du Code de la commande publique, les prestations suivantes du marché doivent être effectuées directement par l'un des membres du groupement Titulaire :

- L'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi no 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, conformément à l'article 37 du Code de déontologie des architectes.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'Article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-Maîtrise d'Œuvre).

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En application de l'article 4 du Décret n° 2008-407 du 28 avril 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché public pour le paiement du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire doit joindre en sus de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) :

- **Aptitude à exercer une activité professionnelle** : si le sous-traitant est architecte ou cabinet d'architectes : une copie de l'attestation d'inscription au tableau de l'Ordre des architectes ou pour les architectes étrangers, preuve d'une autorisation d'exercice dans leur pays d'origine.

- **Capacité économique et financière** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède les ressources financières suffisantes pour être à même d'exécuter les prestations prévues au marché. Afin de justifier de sa capacité économique et financière, le sous-traitant doit produire une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.
- **Capacité technique et professionnelle** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède la capacité technique et professionnelle pour exécuter le marché. Afin de justifier de sa capacité technique et professionnelle, le sous-traitant doit produire une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 et 1° et 3° de l'article L2141-4 du Code de la commande publique une déclaration sur l'honneur.
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du Code de la commande publique, le sous-traitant produit son **numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
Lorsque le sous-traitant est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, à savoir :
 - Un certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la TVA délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur de moins de trois mois.
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail ; à savoir :
 - Lorsque le sous-traitant est établi hors de France, il produit avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants (article R1263-12 du code du travail) : Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R263-6-1 ;
 - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-1 (Représentant de l'entreprise sur le territoire national).
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du code du travail) : Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- La liste des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail ou l'attestation sur l'honneur que la société n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation. Cette attestation est à remettre également tous les 6 mois.

Pour les sous-traitants directs, leur relevé d'identité bancaire ou postal doit également être joint.

Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement doivent être transmises à l'Etablissement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

En outre, le Titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de nantissement ou de cession de créances, le Titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Si l'exemplaire unique a été donné en vue du nantissement et ne peut être restitué, le Titulaire doit justifier :

- Soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée,
- Soit que ce nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition.

Cette justification résulte d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement notifié ou signifié ainsi que les variations de ce montant provenant des notifications ou des significations ultérieurement prises en charge au titre de ce même marché.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu. En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ou encore de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du Titulaire. En cas de violation de ces dernières, le Titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître d'ouvrage notifie au Maître d'œuvre l'exemplaire de l'acte spécial et informe chacun des sous-traitants concernés.

Le Titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché dans les conditions du CCAG de Maîtrise d'Œuvre.

En cours d'exécution du contrat, le Titulaire est tenu de notifier sans délais au pouvoir adjudicateur toutes modifications dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes.

ARTICLE 10. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-Maîtrise d'œuvre), les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement ;

- Le présent CCAP conservé par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, lequel fait seul foi, et son annexe :
 - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation ;
- Le CCTP conservé par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, lequel fait seul foi, et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Eléments de programmation ;
 - ✓ Annexe 2. Plan de l'immeuble ;
 - ✓ Annexe 3. Projection des locaux UHJ CPPA ;
 - ✓ Annexe 4. Présentation DD SDIE+ ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-Maîtrise d'Œuvre) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1^{er} avril 2021 ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du Maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du Maître d'œuvre (décomposition du prix global et forfaitaire après contrôle et accord du Maître d'ouvrage pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuelles prestations en supplément ou en déduction du forfait) ;
- La réponse technique du Titulaire remise lors de la consultation ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, de négociation et de mise au point, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties est recherchée.

Il ne peut être apporté aucune réserve aux pièces désignées ci-dessus. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Le Maître d'œuvre doit respecter, pour l'exécution des missions DET, VISA/EXE et AOR, notamment dans ses rapports avec les entreprises, les dispositions du CCAG applicable aux marchés publics de travaux (en date du 30 mars 2021) et, le cas échéant, les dispositions des cahiers des clauses administratives particulières des marchés publics de travaux. Il veillera en particulier à respecter strictement les procédures et délais décrits dans ces pièces, en tant qu'elles le concernent ou lui sont opposables. Il en supportera les conséquences, notamment onéreuses, en cas de non-respect.

ARTICLE 11. TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

ARTICLE 12. CONTENU ET CARACTERE DU FORFAIT DE REMUNERATION

S'agissant des éléments de la mission de base et complémentaires, le Titulaire est rémunéré en application du forfait de rémunération provisoire fixé à l'acte d'engagement, conformément aux dispositions des articles L2432-1, R2432-6 et R2432-7 du Code de la commande publique

La rémunération définitive de la Maîtrise d'œuvre est arrêtée dès que le coût prévisionnel des travaux est arrêté par le Maître d'Ouvrage conformément aux dispositions de l'article 18 du présent CCAP.

Le forfait définitif de rémunération et le coût prévisionnel des travaux font l'objet d'un avenant, s'ils sont différents du forfait provisoire de rémunération et du montant de la partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études correspondant au mois de remise de l'offre.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même opération. Il couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation (conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre).

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, il est précisé que le prix du marché est complet et inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au Titulaire. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- Aux assurances ;
- Aux déplacements ;
- Aux tirages et à la diffusion des documents écrits et graphiques que le Maître d'œuvre doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions ;
- Aux achats, à la location et à la maintenance de matériels et logiciels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au Titulaire.

Le forfait comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché, et notamment les aléas suivants :

- Variations limitées du programme jusqu'à l'APD, n'impliquant que des modifications non substantielles de l'avant-projet ;
- Variations limitées de la conception demandées par le Maître d'ouvrage ou découlant de contraintes nouvelles liées au site ne mettant en cause ni l'objectif ni la complexité du projet et n'impliquant que des modifications non substantielles ;
- Prestations nécessaires à l'obtention des autorisations administratives modificatives et à l'adaptation des marchés de travaux résultant des variations limitées du programme ou du projet visées ci-dessus ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux anticipés et/ou différés ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux provisoires ;
- Procédure de passation d'un ou plusieurs marchés de travaux infructueuse ou déclarée sans suite et les conséquences qui en découlent ;
- Evolution de la réglementation ne modifiant pas substantiellement la complexité et/ou l'économie du projet ;
- Prise(s) de possession anticipée(s), réception(s) partielle(s), mise(s) à disposition ;
- Aléas de chantier de type refus de parties d'ouvrage, démolition de ces parties ;
- Prolongation de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération. En outre, il s'interdit d'accepter toute mission complémentaire pour des tiers au présent contrat, intervenant dans la réalisation de l'opération définie à l'article 4 du présent CCAP.

ARTICLE 13. CLAUSE DE REEXAMEN OU MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHÉ

En dérogation de l'article 14.1 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître d'ouvrage peut prescrire au Maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires sans consultation de ce dernier.

Ne sont pas concernés par les dispositions du présent article les modifications apportées par le Maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprécisions dans ses études, ou dans la direction des travaux, qui ne pourront donner lieu à aucune augmentation du forfait de rémunération. Les modifications consécutives à des fautes des entreprises dans l'exécution des travaux (sous responsabilité de la Direction de Travaux de la Maîtrise d'œuvre), de même qu'un allongement des délais d'exécution des travaux pour lequel la Maîtrise d'œuvre aurait une responsabilité (retard de VISA, erreur dans les pièces marchés, validation d'échantillon, etc...), ne donneront lieu à aucune augmentation du forfait définitif.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de prestation supplémentaire, le Maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose.

13.1. Forfait définitif de rémunération en phase APD

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le Maître de l'ouvrage des études d'avant-projet définitif et de l'engagement du Titulaire sur le coût prévisionnel définitif des travaux. En aucun cas le forfait définitif de rémunération ne résultera de l'application du taux initial au montant arrêté en phase APD.

Le nouveau taux de rémunération sera négocié entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre dans les cas limitatifs et exhaustifs suivants :

- Modifications substantielles dans le contenu ou dans le niveau de complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage ou résultant d'un changement de réglementation ;
- Rajout d'une mission de maîtrise d'œuvre supplémentaire en cours des études APS ou APD non prévue initialement.

A programme constant, il n'est donc pas envisagé de modifier le forfait de rémunération.

En outre, **l'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux** ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires de la Maîtrise d'œuvre.

De même, **par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, une prolongation du délai d'exécution des travaux qui ne serait pas due à l'un des cas ci-dessus énumérés n'ouvre pas droit à un complément de rémunération.

Le Titulaire doit faire une proposition argumentée et justifiée par référence aux prix du marché et aux éléments de missions à accomplir pouvant être impactés.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études.

13.2. Rémunération complémentaire en phase PRO, ACT et exécution des travaux

Le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant dans les cas suivants :

- Modifications substantielles dans le contenu ou dans le niveau de complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage, ou résultant d'un changement de réglementation survenues après l'APD ;
- Rajout d'une mission de maîtrise d'œuvre supplémentaire après l'APD non prévue initialement ;

- Au stade de la consultation des entreprises, acceptation de variantes par le Maître d'ouvrage qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ;
- Tout autre cas visé dans le présent CCAP.

A programme constant, il n'est donc pas envisagé de modifier le forfait de rémunération.

13.3. Hypothèses n'ouvrant pas droit à rémunération complémentaire

L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires de la Maîtrise d'œuvre.

De même, **par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG-Maîtrise d'œuvre**, une prolongation du délai d'exécution des travaux qui ne serait pas due à l'un des cas ci-dessus énumérés n'ouvre pas droit à un complément de rémunération.

Le Titulaire ne peut pas prétendre à rémunération supplémentaire :

- Pour les diverses études de mise au point préalables à l'acceptation définitive des dossiers par le Maître de l'ouvrage ;
- Pour les études complémentaires ou modificatives entraînées par un refus ou des réserves formulées par les organismes consultatifs, réglementaires ou de tutelle ;
- Pour tous les travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage, notamment vis à vis de la réglementation concernant la sécurité contre l'incendie, mais non demandés explicitement par le Maître de l'ouvrage ;
- En cas de retard dans l'exécution des travaux, même par insuffisance des entrepreneurs ;
- En cas d'oubli ou d'erreur de la part du Titulaire dans ses études, ou dans la direction des travaux, y compris les retards dans l'exécution des travaux qui en découleraient.

ARTICLE 14. PRIX

14.1. Forme du prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Ce prix couvre la totalité des prestations non optionnelles à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître. Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation financière insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le prix est :

- Ferme en ce qui concerne les études DIAG, ESQ, APS, APD et PRO ;
- Révisable pour les autres missions suivant les modalités fixées à l'article 14.4 ci-après.

14.2. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (M0 Études).

14.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du Maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

14.4. Modalités de révision

La révision définie à l'article 14.1 est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 I_m/I_0$$

Dans laquelle I_m et I_0 sont les valeurs prises par l'index ingénierie au mois m_0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit : mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les révisions des acomptes seront effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes d'acomptes. Elles seront ensuite rectifiées à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

Eléments de mission	Index de référence
ACT	Index du mois au cours duquel l'élément est remis complet au Maître de l'ouvrage
VISA	Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux dispositions de l'article 15.4 ci-après
DET	Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux dispositions de l'article 15.4 ci-après
AOR	Pour la première partie de l'élément définie à l'article 15.4.1 du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au Maître de l'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la quatrième partie du 15.4.1. Les deuxième et troisième parties visées à l'article 15.4.1 sont révisées par application de l'index du mois au cours duquel les documents complets constatant l'achèvement des phases auxquelles ces parties se rapportent sont remis.
OPC	Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux dispositions de l'article 15.4 ci-après

ARTICLE 15. MODALITES DE REGLEMENT

15.1. Mode de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

15.2. Présentation des demandes de paiement

Les factures du Titulaire sont transmises de manière dématérialisée sur le portail de facturation CHORUS PRO. L'application CHORUS PRO est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le code service exécutant.

Le n° EJ et le code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, le Maître d'ouvrage informe le Titulaire par tout moyen et l'invite à s'y conformer en utilisant ce portail.

15.3. Avances

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre. Le taux est fixé à 5% du montant du marché TTC.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

Dès lors qu'une avance est demandée, le Maître d'ouvrage demande la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. La garantie est libérée lorsque l'avance est remboursée.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le Maître d'œuvre atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Conformément aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est réduite, pour le Titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le Maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

Une avance est versée aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct qui en font la demande. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au Titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci. Le montant de l'avance et ses modalités de remboursement sont identiques à celles du Titulaire du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65,00 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00 %.

15.4. Acomptes

En dérogation et complément à l'article 11.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

15.4.1. Modalités d'établissement des acomptes par élément de mission ou mission

■ Pour l'établissement des études de diagnostic et d'esquisse

L'établissement de l'acompte relatif à ces éléments de mission est effectué après que le marché a été notifié au Maître d'œuvre et que l'élément a été admis et validé par le Maître d'ouvrage (après achèvement total de chaque élément et admission par le Maître de l'ouvrage telle que précisée à l'article 16.3 du présent CCAP).

▪ **Pour l'établissement des documents d'études (APS, APD, PRO)**

Les prestations incluses dans les éléments APS, APD et PRO, sont réglées de la manière suivante :

- A la remise du dossier : 60,00 %
- A la validation du dossier : 40,00 % (après achèvement total de chaque élément et admission par le Maître de l'ouvrage telle que précisée à l'article 16.3 du présent CCAP).

▪ **Pour l'exécution des prestations ACT**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après réception et validation du dossier de consultation des entreprises : 50,00 %
- Après l'analyse des offres des entreprises : 30,00 %
- Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le Maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 20,00 %

Ces prestations peuvent cependant faire l'objet de règlements partiels dans le(s) cas d'une consultation des entreprises lancée en plusieurs fois.

▪ **Pour l'exécution du VISA**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement à la durée du chantier telle que prévue dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

En dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération VISA peut être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission.

▪ **Pour l'exécution des prestations DET**

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement à la durée du chantier telle que définie dans l'ordre de service de démarrage des travaux 85,00 %
- A la date de l'accusé de réception, par le Maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises 15,00 %

En dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération DET peut être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission.

▪ **Pour l'exécution des prestations AOR**

Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR sont réglées comme suit :

- A l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le Maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 15,00 %
- A la remise du dossier des ouvrages exécutés : 25,00 %
- A l'achèvement des levées de réserves : 35,00 %
- A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le Maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 25,00 %

▪ Pour l'exécution de la mission OPC

Les prestations incluses dans la mission OPC sont réglées en fonction du nombre de mois de chantier arrêté (acomptes mensuels égaux à 100% de la valeur de ces éléments de mission, rapportée à la durée contractuelle du chantier telle que définie à l'ordre de service de démarrage des travaux).

Tout dépassement dans le délai de réalisation du chantier ne peut être facturé.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération OPC pourra être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission

15.4.2. Rémunération des éléments de mission ou des missions

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, est déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les pourcentages de chaque élément de mission sont précisés dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments DIAG, ESQ, APS, APD sont payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si cela est justifié, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments DIAG, ESQ, APS, APD à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO.

15.4.3. Montant de l'acompte

En dérogation à l'article 11.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le règlement des sommes dues au Maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 15.4.1 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) État périodique

L'état périodique, établi par le Maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le Maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Le Maître d'œuvre envoie au Maître de l'ouvrage son projet de décompte périodique, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- La référence au présent article du CCAP ;
- La désignation des parties contractantes du Marché (Titulaire et Maître de l'Ouvrage) et, le cas échéant, celle des cotraitants ou sous-traitants payés directement (nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale) ; En cas de paiement direct à un cotraitant ou un sous-traitant, il y a lieu de joindre au projet de décompte les factures émanant de ce dernier.
- Les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- L'objet succinct du marché ;
- La période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le Maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités appliquées.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au Maître d'œuvre est déterminé par le Maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus.

Le Maître de l'ouvrage envoie au Maître d'œuvre l'état d'acompte s'il modifie le projet du Maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

15.5. Solde

En dérogation de l'article 11.7 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 34 du présent CCAP, le Maître d'œuvre adresse au Maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un décompte final dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision d'achèvement de la mission.

15.5.1. Décompte final

Le décompte final établi par le Maître d'œuvre comprend :

- Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, telle que définie à l'article 23 du présent CCAP ;
- La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux, telle que définie à l'article 29 du présent CCAP ;
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'œuvre en application du présent marché ;
- La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

15.5.2. Décompte général - État du solde

Le Maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- Le récapitulatif du montant des acomptes arrêtés par le Maître de l'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- L'état du solde à verser au Titulaire ; ce montant étant le récapitulatif des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître de l'ouvrage notifie au Maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage du décompte final transmis par le Maître d'œuvre, **par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**.

Si le Maître d'ouvrage ne notifie pas au Maître d'œuvre le décompte général dans les délais stipulés à l'alinéa précédent et que le Maître d'œuvre lui notifie un projet de décompte général signé, le Maître d'ouvrage notifie le décompte général au Maître d'œuvre dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de ces documents **par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, l'absence de notification de décompte général par le Maître d'ouvrage vaut rejet du projet de décompte général.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'œuvre, qui doit être signifiée dans les trente (30) jours suivant la réception du décompte général notifié par le Maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de trente (30) jours, et en application de l'article 11.8.4 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le Maître d'œuvre du décompte général notifié, le Maître d'œuvre doit, dans le délai de trente (30) jours précité, remettre au Maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Conformément à l'article 35.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Conformément à l'article 35.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître d'œuvre dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de six mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le Maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général.

L'acceptation, sans réserve, ouvre le droit au paiement du solde.

15.6. Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Maître d'ouvrage.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification au Maître d'ouvrage bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture, conformément à l'article 2-1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

15.7. Suspension du délai de paiement

Le délai de paiement peut être suspendu dans la limite d'une fois s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception par le Maître d'ouvrage, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

15.8. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché public fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement, et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 16. DELAIS – PENALITES PHASE « ETUDES »**16.1. Établissement des documents d'études**

Par dérogation à l'article 15.1.4 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés ci-dessous.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

MISSION	DELAI	POINT DE DEPART
Etudes de diagnostics	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le Maître d'œuvre, de la notification du marché
Etudes d'esquisse	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le Maître d'œuvre, de l'OS de démarrage
Eléments d'études	3 mois	Date de l'accusé de réception par le Maître d'œuvre de la décision d'admission du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération si celle-ci précise qu'elle vaut OS de démarrage, ou Ordre de Service Spécifique
Elément de mission ACT : Remise du DCE complet	4 mois	Date de l'accusé de réception par le Maître d'œuvre de la décision d'admission du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération
Elément de mission ACT : Rapport d'analyse des offres	1 semaine	Date d'ouverture des offres
Elément de mission ACT : Etablissement des pièces constitutives des marchés	1 mois	Date du choix des Titulaires
Elément de mission DET et VISA	1 semaine	Date de l'ordre de service de démarrage des travaux
Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines	Date de réception des travaux

En dérogation à l'article 21 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, l'émission d'un ordre de service pour enclencher l'exécution d'un élément de mission ne vaut en aucun cas admission tacite de l'élément de mission précédent. En revanche, l'accusé de réception par le Maître d'œuvre du prononcé de l'admission du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération, peut valoir OS de démarrage de la phase suivante si cela est clairement exprimé à l'intérieur de document d'admission ou du document de compte-rendu de validation.

16.2. Pénalités pour retard

L'article 16.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre n'est pas applicable au présent marché.

En dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, les pénalités sont dues dès le premier euro et sont cumulables.

Par ailleurs, **en dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

En dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le Maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du marché, avec un minimum de 200€ par jour de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 15.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / C$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission ;
- R = le nombre de jours de retard ;
- C = le coefficient applicable en fonction de l'élément de mission selon le tableau suivant :

Documents d'étude	Coefficient C pour pénalité pour retard
DIAG	3.000
ESQ	3.000
APD	3.000
PRO	3.000
ACT - Remise du DCE	2.000
ACT - Rapport d'analyse des offres	2.000
ACT - Mise au point des marchés	2.000
VISA	2.000
DOE	2.000

Les pénalités identifiées pour les missions réalisées au cours de la phase Travaux s'appliquent à la remise de documents d'études que doit fournir le Maître d'Œuvre durant la période de préparation et de chantier (par exemple l'établissement et la mise à jour du tableau de bord des échantillons tel que décrit au CCTP du présent marché, ou encore la formalisation des demandes de travaux complémentaire) mais aussi des validations qu'il doit effectuer auprès des entreprises et ce suivant le calendrier qui sera arrêté au moment de la préparation du chantier ou des échéances fixées conjointement avec le Maître d'Ouvrage au fur et à mesure du chantier.

Par ailleurs, l'attention du Maître d'œuvre est attirée sur le fait qu'en application de l'article 1150 du Code Civil, il peut se voir réclamer des dommages et intérêts si sa responsabilité est reconnue dans des retards de livraison.

Lorsque le Maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il en informe le Maître d'œuvre qui est alors invité à présenter ses observations, par écrit, dans un délai de huit (8) jours par **dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**.

Le Maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés. A défaut de réponse du Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le Maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le Maître d'œuvre en application de l'alinéa précédent ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Si le montant total des pénalités cumulés atteint 15% du montant du marché, le Maître d'ouvrage peut mettre en œuvre la procédure de résiliation dans les conditions définies à l'article 45 du présent CCAP.

16.3. Admission des documents d'études

16.3.1. Présentation des documents

Le Maître d'œuvre est tenu d'aviser par écrit le Maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.

16.3.2. Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le Maître d'œuvre au Maître de l'ouvrage pour vérification sur support papier et sur un support informatique (format .pdf, .ppt, .dwg, .doc, .xls). Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Le Maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Documents d'étude	Nombre d'exemplaires pour le Maître d'ouvrage	Nombre d'exemplaires pour le Contrôleur technique, le SPS
ESQ - DIAG – APS/APD	2	1
Permis de construire DAT Déclarations diverses	6	1
PRO	2	1
DCE	2	1
DOE	2	1

16.3.3. Délais

En application de l'article 20.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, la décision par le Maître de l'ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires :

Documents d'étude	Délai de vérification
DIAG	2
ESQ	3
AVP	2
PRO	2
DCE	3
DOE	3

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le Maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

En dérogation à l'article 21 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, si aucune décision n'est notifiée au Titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme reçue. Il appartient au Maître d'œuvre d'adresser au Maître d'ouvrage une mise en demeure d'avoir à prendre une décision, dans un délai qui ne peut être inférieur à 20 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, se référant expressément au présent article du CCAP. A défaut de décision notifiée par le Maître d'ouvrage dans le délai imparti par cette mise en demeure, les prestations sont réputées reçues à la date de première présentation à réception.

En dérogation à l'article 21 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, l'émission d'un ordre de service pour enclencher l'exécution d'un élément de mission ne vaut en aucun cas admission tacite de l'élément de mission précédent.

En cas d'ajournement, et **par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, le délai de remise des prestations modifiées est spécifié et notifié par le Maître d'Ouvrage à la Maîtrise d'Œuvre avec la décision d'ajournement. En application de l'article 21.2.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le Maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

16.3.4. Suspension des délais

Pour l'application de l'article 3.8.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, il est précisé que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service (selon article 16.1). En application de ce même article 3.8.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de démarrage des prestations ordonnées plus de six mois après la notification du marché, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, courant à compter de la date de réception de l'ordre de service, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du Maître d'ouvrage à la

proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le Titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne peut lui être refusée. Cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Par ailleurs le Maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché, sans limite de durée de suspension à n'importe quel stade d'avancement de la mission. Cette suspension n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Le Maître d'ouvrage transmet un courrier de notification au Titulaire l'informant de la suspension du marché. Un Ordre de Service de redémarrage de la mission est ensuite transmis au Titulaire.

Le Titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre, s'il lui est notifié plus d'un (1) mois après la notification de la suspension de la prestation. Le Titulaire dispose alors d'un délai de quinze (15) jours, courant à compter de la date de réception de cet ordre de service, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du Maître d'ouvrage à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le Titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne peut lui être refusée. Cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Le cas échéant d'un arrêt définitif de la mission entre dans les dispositions de l'article 34 du présent CCAP.

16.3.5. Prolongation des délais

Il est fait application de l'article 15.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, sous réserve des dérogations suivantes :

- Ne peut être considéré comme un « fait du Maître d'Ouvrage » ou « événement ayant le caractère de force majeure » justifiant au sens de l'article 15.3.1 une prolongation, le cas où l'incapacité du Titulaire à respecter ses délais est due à un retard rencontré par un entrepreneur dans l'exécution des travaux, sauf à ce que le Maître d'œuvre démontre avoir mis en œuvre toutes les diligences normales requises pour obtenir le respect de ces délais.
- **Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, le Maître d'œuvre dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle les causes qui font obstacle à l'exécution du marché sont apparues pour les signaler au Maître d'ouvrage.
- **Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente (30) jours pour lui notifier sa décision. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage est réputé avoir rejeté la demande du Maître d'œuvre.

ARTICLE 17. DELAIS – PENALITES PHASE « TRAVAUX »

17.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le Maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via le portail CHORUS PRO.

Après vérification, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le Maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Si les prestations ne sont pas totalement exécutées à la date de réception de la demande de paiement, il appartient au Maître d'œuvre soit de demander au Titulaire du marché une modification des avancements saisis, soit de la rectifier lui-même.

Le cas échéant, le Maître d'œuvre relance l'entreprise pour qu'elle fournisse ou complète les pièces nécessaires au règlement et informe le Maître d'ouvrage, en temps utile, des raisons imputables au titulaire, qui s'opposent au règlement, afin que le Maître d'ouvrage procède à la suspension du délai de paiement.

Le Maître d'œuvre veille à ce que l'état d'acompte qu'il a validé soit notifié à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Cette transmission doit être obligatoirement opérée, conformément aux dispositions du CCAG-Travaux, dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement.

Le Maître d'œuvre doit donner la date de la demande de paiement des entreprises au Maître d'ouvrage conformément à la réglementation en vigueur. Tout manquement à l'obligation de communiquer au Maître d'ouvrage de la date fait l'objet d'une pénalité forfaitaire 50 € du seul fait du constat de ce manquement.

17.1.1. Délai de vérification

Le Maître d'œuvre notifie par ordre de service à l'entrepreneur l'état d'acompte mensuel dans le délai de sept (7) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du Titulaire. Il transmet, dans ce même délai, au Maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant.

17.1.2. Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, il est fait application de l'article 17.2.2 du CCAP.

Si, en cas de retard du Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage paie des intérêts moratoires aux entreprises, ce montant est déduit des acomptes du Maître d'œuvre.

17.1.3. Pénalités pour erreur de vérification

Dans le cas où le Maître d'œuvre a transmis un décompte mensuel erroné ou ne comprenant pas l'ensemble des pièces nécessaires au règlement, le projet de décompte est rectifié par le Maître d'œuvre sous deux (2) jours ouvrés à la demande du Maître d'ouvrage. Le Maître d'œuvre peut encourir une pénalité calculée selon les modalités décrites à l'article 17.1.2 ci-dessus.

17.2. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par la plateforme d'échange.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le Maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le projet de décompte général.

Si le projet de décompte final remis par l'entrepreneur est incomplet ou n'est pas établi dans la forme prescrite par les pièces contractuelles, le Maître d'œuvre en avise l'entrepreneur dès sa réception et lui demande de compléter. Le Maître d'œuvre effectue alors un suivi de l'établissement du document, ainsi que les relances nécessaires.

17.2.1. Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement ; cette date correspond à la date de notification au Maître d'œuvre bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture

Le Maître d'œuvre adresse le décompte général au Maître d'Ouvrage au plus tard, à la plus tardive des deux dates suivantes :

- Quinze (15) jours calendaires après la date de l'accord sur les décomptes finaux.
- Douze (12) jours après la publication de l'index de révision du dernier mois de travaux.

17.2.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, et par **dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre**, le Maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/2.000 du montant du décompte général.

Si le Maître d'œuvre n'a pas transmis au Maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le Maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le Maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du Maître d'œuvre défaillant.

17.2.3. Pénalités pour erreur de vérification

Dans le cas où le Maître d'œuvre a transmis un projet de décompte général erroné ou ne comprenant pas l'ensemble des pièces nécessaires au règlement, le projet de décompte est rectifié par le Maître d'œuvre sous quarante-huit (48) heures à la demande du Maître d'ouvrage. Le Maître d'œuvre peut encourir une pénalité calculée selon les modalités décrites à l'article 17.2.2 ci-dessus.

17.3. Instruction des mémoires en réclamation

17.3.1. Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de quinze (15) jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

17.3.2. Pénalités pour retard

En dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

17.4. Opérations préalables à la réception

Si le Maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé au CCAG applicable aux marchés publics de travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR est opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le Maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR est opéré.

En outre, le Maître de l'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de 1.000,00 €.

Par ailleurs, si le Maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant est porté au débit du Maître d'œuvre.

Par ailleurs le délai d'établissement par le Maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé par les cahiers des charges des marchés de travaux (CCAP ou CCAG travaux rendu contractuel) passés sous le contrôle du Maître d'œuvre. En cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le Maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 1/200e du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission AOR.

Dans un délai de cinq (5) jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le Maître d'œuvre fait connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au Maître d'ouvrage de prononcer la réception des travaux, et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

En cas de non-respect des dispositions susvisées, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 300,00 €.

Par ailleurs, l'attention du Maître d'œuvre est attirée sur le fait qu'en application de l'article 1150 du Code Civil, il peut se voir réclamer des dommages et intérêts si sa responsabilité est reconnue dans des retards de livraison du bâtiment.

17.5. Compte rendus de réunions de chantier

Il appartient au Maître d'œuvre d'établir et de diffuser à l'ensemble des intervenants à l'opération de travaux un compte-rendu des réunions de chantier.

Cette diffusion doit intervenir dans un délai de 48 heures à compter de la date de la réunion.

En cas de non-respect des dispositions susvisées, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

17.6. Vérification des déclarations de sous-traitance

Au cours des travaux, le Titulaire doit procéder à la vérification des déclarations de sous-traitances établis par l'entrepreneur.

Il doit ensuite transmettre au Maître d'ouvrage ces déclarations ainsi que son analyse dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de leur réception par mail.

En cas de non-respect des dispositions susvisées, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

17.7. Respect des réglementations relatives à la Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, et d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier de ses salariés.

En cas de retard dans la production des pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 du Code du Travail, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant est fixé à 5 000,00 € par manquement ou à la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du Titulaire sur mise en demeure.

17.8. Non-Respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique

Si les observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou du contrôleur technique ne sont pas suivies d'effet dans un délai de quinze (15) jours ou dans le délai prescrit par ce dernier ou en cas d'urgence immédiatement, le retard constaté est assimilable à un retard d'exécution et est sanctionné d'une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour calendaire de retard et sans mise en demeure.

17.9. Non-respect des délais d'exécution des travaux

En cas de retard d'exécution du fait reconnu du Maître d'œuvre, excédant une franchise de quinze (15) jours ouvrables, une pénalité est appliquée sur les créances du Maître d'œuvre.

Cette pénalité, par jour calendaire de dépassement, comptée dès le premier jour de retard, est égale à :

$$P = 1000,00 \text{ € HT} + 1/5 \text{ 000ème du montant du forfait total de rémunération.}$$

17.10. Non-Respect de la qualité

Pendant la conception et l'exécution des travaux, la qualité des travaux doit être conforme aux dispositions qui ressortent de l'application des textes réglementaires (règles de sécurité, normes françaises, D.T.U., etc....), des spécifications techniques détaillées du marché de travaux, et des exigences formulées par les différentes autorités locales compétentes.

Dans le cas où des matériaux relèveraient de l'application d'avis techniques délivrés par le C.S.T.B., leur mise en œuvre devra être réalisée conformément aux dits avis techniques, et aux éventuelles prescriptions complémentaires de l'Association Française des Assureurs Construction (A.F.A.C.) permettant de conclure à un RISQUE NORMAL (dernière liste publiée à la date de signature des marchés de travaux).

Dans le cas contraire, la mise en paiement des situations mensuelles d'honoraires du Maître d'œuvre est reportée, jusqu'à ce qu'un plan de remise à niveau qualitatif ait été arrêté en concertation avec le Maître de l'ouvrage. Ce plan comporte toutes les dispositions propres à corriger ces défauts de qualité.

17.11. Absence aux réunions

Le Maître d'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de 150,00 € par absence non justifiée du Maître d'œuvre aux réunions prévues dans le présent CCAP ou CCTP pour mener sa mission (réunions de chantier, réunions des maîtrise, opérations de réception ou pour lesquelles une convocation lui a été adressée).

Ces pénalités s'appliquent également dans le cadre de l'Année de Garantie de Parfait Achèvement aux réunions provoquées par le Maître d'Ouvrage ou celles prévues conformément au CCTP du présent marché.

17.12. Non-respect des clauses de confidentialité

En cas de manquement aux obligations de confidentialité telles que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Titulaire encourt une pénalité de 5 000,00 € par manquement ou la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du Titulaire sur mise en demeure, en application de l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

17.13. Non-respect des clauses de protection des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

En cas de manquement, par le Maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, la Maître d'œuvre encourt une pénalité de 5 000,00 € par manquement ou la résiliation du marché pour faute en application de l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

17.14. Non-respect des clauses de protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par ailleurs les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du Maître d'œuvre dans l'exécution du marché.

En cas de manquement, par le Maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations, le Maître d'œuvre s'expose à une pénalité d'un montant de 5 000,00 € par manquement.

CHAPITRE 4. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 18. COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

A chaque étape des études (ESQ, APS, APD, PRO), le Maître d'œuvre doit rester dans le cadre de la part affectée aux travaux dans l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération fixée par le Maître de l'ouvrage.

Le Maître d'œuvre s'engage, quoi qu'il en soit, à respecter le coût prévisionnel définitif des travaux, arrêté au stade des études APD.

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le Maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le Maître de l'ouvrage au stade du Programme, augmenté du taux de tolérance visé à l'article 20 ci-après, le Maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au Maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après admission des études APD par le Maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le Maître d'œuvre s'engage à respecter.

En cas de désaccord sur le coût, le Maître d'œuvre doit faire connaître au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception postée au plus tard huit (8) jours calendaires suivant la communication du coût prévisionnel définitif par le Maître de l'Ouvrage :

- S'il décide de résilier le contrat en renonçant à tous ses droits et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité,
- Ou s'il exécute le marché aux termes et conditions prévus en se réservant seulement de démontrer devant un juge, l'abus du Maître d'Ouvrage dans la fixation du coût prévisionnel définitif.

Faute de décision notifiée comme il est indiqué et dans le délai imparti, l'accord du Maître d'œuvre est réputé acquis.

Dès l'accord du Maître d'œuvre ou deux (2) jours après l'expiration du délai visé, le coût prévisionnel définitif se substitue au coût prévisionnel provisoire pour toutes les fins du présent marché. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

Le Maître d'œuvre s'engage à le respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 23 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux comprend l'ensemble des dépenses nécessaires au respect du Programme et les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage et notamment les dépenses suivantes :

- Les travaux de bâtiment tous corps d'état et tous les équipements immeubles nécessaires au bon fonctionnement de l'opération immobilière, compris toutes les sujétions résultant des observations du contrôleur technique ;
- Les travaux provisoires nécessaires au maintien en fonctionnement du bâtiment actuel, pendant toute la durée du chantier.
- Les travaux d'adaptation au terrain, Voirie et Réseaux Divers ;
- Le dimensionnement des locaux et équipements techniques ;
- Les travaux résultant des obligations du Maître d'Ouvrage au regard du Code du Travail envers le Personnel chargé de l'exécution des travaux de construction notamment celles prévues à la section 7, Chapitre VIII, Titre III, Livre II du Code ;
- Le mobilier à la charge du Maître d'œuvre (précisé dans le Programme et sur les fiches de spécifications techniques annexées).

En revanche, le coût prévisionnel des travaux ne comprend pas :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) ;
- Le forfait de rémunération du Maître d'œuvre ;
- Les aléas techniques ;
- Les dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un Maître ;
- Les honoraires du contrôle technique, de l'O.P.C. et du coordonnateur sécurité, et autres prestations intellectuelles dont le concours est nécessaire aux travaux ;
- Les frais de police d'assurance « Dommage – Ouvrage » et « Tout Risque Chantier » ;

- Les équipements mobiliers, sauf ceux décrits dans le Programme ;
- Les frais de publication d'annonces.

ARTICLE 19. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 (M0 Études).

ARTICLE 20. TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Conformément à l'article 13.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10%.

Ce taux est réputé inclure les différentes incertitudes attachées à l'étude du projet, la dévolution des travaux et à leur exécution. Il ne prend pas en compte l'actualisation du coût des travaux, qui est gérée par référence à l'évolution des indices des marchés de travaux.

L'approbation par le Maître de l'ouvrage de l'avant-projet définitif et la fixation d'un coût prévisionnel des travaux engage le Titulaire au respect strict du seuil de tolérance, égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

ARTICLE 21. SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 20 du présent CCAP.

L'avancement des études permet au Maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître de l'ouvrage le lui demande.

À chaque fois qu'il estime nécessaire de modifier son projet, il lui appartient d'en proposer les orientations au Maître de l'ouvrage. Le Maître de l'ouvrage accepte ou refuse les modifications proposées. Dans ce dernier cas, le Titulaire soumet de nouvelles propositions au Maître de l'ouvrage dans un délai fixé par ce dernier.

ARTICLE 22. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le Maître de l'ouvrage dispose des résultats de la consultation lancée en vue de l'attribution des marchés de travaux, le Maître d'œuvre établit le coût total des travaux en valeur M0 défini à l'article 19 ci-avant (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme « économiquement les plus avantageuses » pour le Maître de l'ouvrage, par un coefficient d'actualisation égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois M0 des offres travaux ci-dessus et au mois M0 de référence défini à l'article 19 du présent CCAP.

Dans le cas où le BT01 correspondant au mois M0 des offres de travaux n'est pas connu lors de l'établissement du coût de référence, l'index utilisé est calculé par extrapolation du dernier index connu et de l'index antérieur de six mois à ce dernier index.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

ARTICLE 23. MESURES CONSERVATOIRES

Si les résultats de la consultation relative à la dévolution des marchés de travaux font apparaître un coût de référence supérieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le Maître de l'ouvrage peut prendre les mesures conservatoires suivantes :

- Accepter les offres des entreprises de travaux. Dans le cas où le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux définie ci-après.
- Demander au Maître d'œuvre de négocier les offres des entreprises de travaux si cela est possible et de reprendre ses études. Le Titulaire a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le Maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au Maître de l'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la décision du Maître d'ouvrage.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître de l'ouvrage, le Maître d'œuvre doit engager une négociation avec les entreprises.

- Déclarer la consultation relative aux marchés de travaux sans suite et demander au Titulaire de reprendre ses études. Le Titulaire a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises et à des offres de travaux respectant le seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.

Le Titulaire fait des propositions dans ce sens au Maître de l'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours suivant la demande.

Dans le cas où le Maître de l'ouvrage accepte de modifier le programme ou le niveau de qualité prévu par le Titulaire lors de son engagement sur le coût prévisionnel, un avenant fixe un nouveau coût prévisionnel des travaux et le nouveau seuil de tolérance correspondant.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître de l'ouvrage, le Titulaire doit établir, sans rémunération complémentaire, un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au Maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation.

Au vu des résultats obtenus à l'issue de cette deuxième consultation, le Maître de l'ouvrage prend, s'il y a lieu, les mesures conservatoires suivantes :

- Si le montant cumulé des marchés est supérieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux définie ci-après, le nouveau coût de référence étant dans ce cas calculé selon les modalités prévues à l'article précédent ;
- Si le montant cumulé des marchés est inférieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le forfait de rémunération ne subit aucune pénalité.

La pénalité est égale 10% de la différence entre le coût de référence et le seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

La pénalité est appliquée à la diligence du Maître de l'ouvrage :

- Soit en totalité sur le décompte suivant ou ceux qui le suivent si ce décompte s'avère insuffisant ;
- Soit par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission restant à exécuter (à l'exception toutefois de l'élément de mission assistance lors des opérations de réception) et au prorata de l'importance de ceux-ci.

ARTICLE 24. COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le Maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le Maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

ARTICLE 25. CONDITIONS ECONOMIQUE D'ETABLISSEMENT

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

ARTICLE 26. TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

En application de l'article 13.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance fixé à 10 %.

ARTICLE 27. SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 26.

ARTICLE 28. COMPARAISON ENTRE REALITE ET SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût constaté, déterminé par le Maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage prévu au programme, est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, ordres de services, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, ramené en valeur M0 du présent marché par l'article BT01 (cf. article 25).

Les modifications dans les travaux à exécuter, ou exécutés, engagées après signature des marchés de travaux, sont classées dans l'une des trois catégories suivantes, selon la cause de ladite modification :

- a) Modifications substantielles dans la consistance du projet résultant d'exigences nouvelles du Maître d'Ouvrage ;
- b) Modifications imprévisibles et qui s'impose au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, par exemple par suite d'un changement de réglementation, ou de la défaillance technique ou économique d'une entreprise, etc...
- c) Modifications dans la consistance du projet apportées par le Maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprévisions dans ses études, ou dans la conduite des travaux.

L'incidence totale des modifications relevant de la catégorie a) est calculée par addition des travaux supplémentaires, et éventuellement des travaux en moins, si les suppressions envisagées nécessitent une reprise importante des dossiers. Le forfait de rémunération est alors augmenté pour prendre en compte les études supplémentaires du Maître d'œuvre rendues nécessaires du fait de ces modifications. La rémunération supplémentaire n'est pas systématique mais doit être justifiée et est négociée.

Les modifications relevant de la catégorie b) ne donnent pas lieu automatiquement à modification du forfait de rémunération ; elles sont discutées au cas par cas et aboutissent ou non à l'établissement d'un avenant.

Seules les modifications relevant de la catégorie c) sont prises en compte pour le calcul du coût constaté soumis à pénalités pour dépassement du seuil de tolérance. Toutefois, ne sont pas comptabilisées dans cette incidence, les travaux qui ont par ailleurs fait l'objet d'une indemnisation du Maître de l'ouvrage par l'assurance professionnelle du Maître d'œuvre.

ARTICLE 29. PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE

Si le coût constaté en valeur M0 (marché de travaux et modification de catégorie c) du présent marché est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 27, le Maître d'œuvre encourt une pénalité égale à 10 % de la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux.

Cependant, le montant de cette pénalité ne peut excéder 15% du montant de la rémunération du Maître d'Œuvre correspondant aux éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 30. MESURES CONSERVATOIRE

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 27, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

ARTICLE 31. ORDRES DE SERVICES

Dans le cadre de l'élément de mission DET, le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La carence constatée du Maître d'œuvre dans l'émission des ordres de service l'expose, **en dérogation à l'article 14 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date à laquelle l'ordre de service aurait dû être émis et celle à laquelle il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à 1/2.000 du montant du marché.

Cependant, en aucun cas, le Maître d'œuvre ne peut notifier, sans accord écrit et préalable du Maître d'ouvrage, manifesté par une contresignature sur l'ordre de service, les ordres de services suivants :

- Le démarrage du chantier : délai de préparation et d'exécution ;
- L'affermissement d'une tranche optionnelle ;
- L'ordre d'arrêter les travaux au montant contractuel du marché ;
- Les modifications apportées aux dispositions contractuelles (modifications de la masse des travaux, d'augmentation du montant des travaux, prix nouveaux.

Certaines décisions sont indiquées comme délivrées par le représentant du Maître de l'ouvrage après proposition du Maître d'œuvre :

- La prolongation du délai d'exécution. ;
- La notification du décompte général signé.

La responsabilité du Maître d'œuvre est pleinement engagée quant à toutes conséquences de l'émission d'un ordre de service en infraction avec les stipulations du présent article, notamment quant aux conséquences onéreuses sur l'exécution des marchés publics de travaux.

Les décisions du Maître d'ouvrage sont normalement transmises au Maître d'œuvre pour les notifier aux entreprises. A l'exception de :

- La notification du marché
- L'acceptation d'un sous-traitant
- La communication du contrat de sous-traitance
- L'émission des bons de commandes
- La demande d'attestation d'assurance
- Les investigations complémentaires

- L'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi
- La décision de réceptionner ou non
- La prolongation du délai de garantie
- La décision de résilier le marché
- Les mises en demeures
- La décision d'ajournement ou d'interruption des travaux
- La gestion des litiges

Le Maître d'œuvre est chargé d'établir, et de soumettre à la signature du Maître d'Ouvrage les courriers et mises en demeure prévus aux CCAG applicable aux marchés publics de travaux (notamment à l'article 49), et CCAP Travaux, ainsi que les déclarations de sinistre nécessaires à la mise en œuvre des assurances souscrites par le Maître de l'ouvrage pour la réalisation de l'opération (assurances Dommages Ouvrages, Tous Risques Chantiers...).

ARTICLE 32. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité est prévue dans les conditions de l'article 9.2 du présent CCAP.

Le Maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux articles L4531-1 et L. 4535-1 du Code du Travail. En application des dispositions du Code du travail, et en particulier des articles R532-1 et suivants, le Maître d'œuvre, qui doit prévoir dans son projet la prise en compte de toutes les obligations mis à la charge du Maître de l'ouvrage par le code du travail, est notamment chargé :

- D'établir une notice regroupant l'ensemble des données qui sont de nature à avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs appelés à travailler sur le chantier ;
- De collaborer à la mise en application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 en vue d'assurer la sécurité et de protéger la Santé des Travailleurs ;
- De communiquer au Centre Hospitalier tous documents nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le Maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux a, b, c, d, e, f et h du II de l'article L4121-II-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Maître d'œuvre en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Maître d'ouvrage ou du conseil éventuel en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

ARTICLE 33. SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 6 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

■ Présence du Maître d'œuvre sur le chantier

Le temps de présence du Titulaire lui-même ou d'un de ses représentants sur le chantier, doit, dans tous les cas, être adapté au volume des tâches à effectuer.

Les modalités de présence de la Maîtrise d'Œuvre sur le chantier sont précisées au CCTP ; cependant il est précisé que le Maître d'œuvre mandataire commun du groupement ou l'architecte associé à l'équipe et désigné pour réaliser le chantier, est tenu d'assurer lui-même la direction de l'exécution des travaux. En outre, il a l'obligation de se faire assister aux réunions de chantier hebdomadaires par au moins un représentant du ou des bureaux d'études.

Le Maître d'œuvre propose à l'agrément du Maître de l'Ouvrage, avec leur curriculum vitae, les noms de toutes les personnes chargées d'assurer avec lui la direction du chantier.

Il ne peut déléguer la partie de cette mission relative à la participation physique à toutes les réunions de chantier, qu'avec agrément préalable écrit du Maître de l'ouvrage, de son représentant à ces réunions.

Dans le cas où cet accord est donné, il doit néanmoins participer personnellement :

- À une réunion par mois ;
- Aux visites de chantiers programmées par le Maître de l'ouvrage, son représentant agréé devant lui-même être présent aux visites inopinées, à condition d'en être avisé vingt-quatre heures (24) à l'avance ;
- Aux opérations de réception des travaux ;
- Aux réunions plénières de maîtrise d'ouvrage.

Un journal de chantier est ouvert, où sont consignées les visites et les constatations du Maître d'œuvre.

▪ Réunions de chantier

Il y a, au minimum, un rendez-vous de chantier hebdomadaire, organisé par le Titulaire en accord avec le Maître d'ouvrage ou son représentant.

Un compte-rendu détaillé est établi par le Maître d'œuvre. Il est diffusé par le Titulaire à tous les intervenants dans les 48h00 suivant chaque réunion.

D'autres réunions régulières ou occasionnelles peuvent avoir lieu. Le Maître d'ouvrage ou son représentant peut y assister ; ces réunions font l'objet de comptes rendus établis par le Titulaire et diffusés à tous les intéressés, dans les 48h00 suivant la réunion.

ARTICLE 34. ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du Maître d'œuvre s'achève :

- À la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1. 1^{ère} alinéa du CCAG applicable aux marchés publics de travaux).
- Si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du Maître d'œuvre, par le Maître de l'ouvrage, et constatant que le Titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette décision, quels que soient son contenu et les formes dans lesquelles elle est rédigée, n'empêche pas renonciation du Maître de l'Ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre des articles 1792 et suivants du Code Civil ou sur tout autre fondement de responsabilité admis par la loi, le règlement, les stipulations du présent marché ou la jurisprudence.

ARTICLE 35. OBLIGATION DE CONSEIL

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil envers le Maître de l'ouvrage dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer sans délai le Maître de l'ouvrage ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché.

Le Titulaire s'engage à conseiller le Maître de l'ouvrage dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement au Maître de l'ouvrage, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

ARTICLE 36. CONDUITE DES PRESTATIONS

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement Titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-Maîtrise d'œuvre, traitant de la résiliation pour faute du Titulaire et les autres cas de résiliation s'appliquent alors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Le Maître de l'ouvrage peut procéder selon son choix, soit à la résiliation du marché, soit à une résiliation partielle concernant le cotraitant défaillant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Maître d'œuvre doit :

- En informer sans délai le Maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au Maître d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le Maître d'ouvrage réfuse le remplaçant, le Maître d'œuvre dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, l'absence de récusation par le Maître de l'ouvrage du remplaçant ne vaut en aucun cas admission tacite de ce dernier mais rejet.

ARTICLE 37. NOTIFICATION

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. L'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre ? lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, la notification du marché public comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

ARTICLE 38. CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les propositions des Titulaires doivent être conformes aux dispositions légales actuelles ainsi que les réglementations actuelles et à venir. Il s'agit notamment de respecter l'article 5 du CCAG-Maîtrise d'œuvre et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable au 25 mai 2018 et de ses dispositions de transposition.

Le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché ;
2. Traiter les données conformément aux instructions du Maître d'ouvrage. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Maître d'ouvrage. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Maître d'ouvrage de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
6. Informer préalablement et par écrit le Maître d'ouvrage de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Maître d'ouvrage. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Maître d'ouvrage de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations ;
7. Fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le Maître d'ouvrage avant la collecte de données ;
8. Aider le Maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au Maître d'ouvrage ;
9. Notifier au Maître d'ouvrage toute **violation de données à caractère personnel** dans un délai maximum de [...] heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant [...]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Maître d'ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ;
10. Aider le Maître d'ouvrage pour la **réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données** et la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
11. Mettre en œuvre les **mesures de sécurité suivantes** :
 - *La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;*
 - *Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;*
 - *Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;*

- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

12. Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ou
- À renvoyer toutes les données à caractère personnel au Maître d'ouvrage ou
- À renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le Maître d'ouvrage. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13. Communiquer au Maître d'ouvrage le **nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ;

14. Déclarer **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Maître d'ouvrage comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Maître d'ouvrage pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Maître d'ouvrage;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Mettre à la disposition du Maître d'ouvrage la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Maître d'ouvrage ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le Maître d'ouvrage s'engage à :

1. Fournir au Titulaire les données ;
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

Par ailleurs, le Titulaire et le Maître de l'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de le Maître de l'ouvrage, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses personnels, partenaires, sous-traitants qui pourraient intervenir.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ou dont la transmission est imposée par la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis du Maître de l'ouvrage mais également des personnes physiques dont les données font l'objet du traitement mis en œuvre dans le cadre du présent accord.

ARTICLE 39. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application des articles 22-23 et 24 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre.

Si les prestations ou les résultats de ce marché constituent des œuvres originales, son Titulaire concède au Maître de l'ouvrage les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'adaptation desdites œuvres pour la durée de l'étude, de la construction et de l'utilisation de l'ouvrage ou des ouvrages objet du présent marché et ce, à compter de la notification du marché. Cette concession vaut sur le territoire du Maître de l'ouvrage pour assurer les objectifs de ce marché, notamment de son programme fonctionnel.

Droit de reproduction :

Le Maître d'œuvre conserve l'entière propriété intellectuelle de ses plans, études, avant-projet, croquis, maquettes, ainsi que l'exclusivité des droits de reproduction, le droit de reproduire par construction l'œuvre du Maître d'œuvre étant irrévocablement acquis au Maître de l'Ouvrage par le versement du prix des études de projet.

Toutefois, le Maître de l'Ouvrage jouit, pour les besoins de l'exécution par les entreprises, de l'information sur l'opération ou pour leur activité générale, du droit de reproduction et de représentation le plus large, pour tout pays, pour toute la durée de la propriété littéraire et artistique et sur tout support.

Les cessions prévues à l'alinéa ci-dessus, sont réputées rémunérées forfaitairement par l'acompte sur honoraires dû au Maître d'œuvre au titre de la phase des études de projet.

D'une façon générale, tous les dossiers, toutes les pièces écrites et tous les plans et documents établis au cours de l'étude, sont la propriété exclusive du Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 40. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE L'ENVIRONNEMENT

■ Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Etablissement se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

■ Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

En application de l'article 18.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, les obligations environnementales du Maître d'œuvre sont précisées dans le Programme.

ARTICLE 41. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

▪ Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 du Code du Travail, l'Etablissement concerné se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du Code du Travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, en recommandé avec avis de réception, à l'Etablissement concerné.

▪ Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail,

- a) En cas de non remise des documents mentionnés au paragraphe ci-dessus,
- b) En cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de la Personne publique,

La Personne publique peut :

- Appliquer les pénalités prévues à l'article L8222-6 du Code du Travail, dont le montant fixé à 5% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail,
- Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité conformément à l'article 45 du présent CCAP.

Dans le cas a), une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution de vingt (20) jours ouvrés, à compter de sa date de notification. A défaut de fourniture de documents, la résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou l'application applique les pénalités est décidée.

Dans le cas b), la procédure suivie est celle décrite à l'article L8222-6 du Code du Travail.

ARTICLE 42. ASSURANCES

En complément à l'article 9 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, les dispositions à prendre en termes d'assurances sont les suivantes. Chacun des membres de l'équipe de conception et/ou maîtrise d'œuvre doit être Titulaires de polices d'assurance suivantes souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables :

En dérogation et complément à l'article 9.1.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, mais aussi à tout moment durant l'exécution du marché,

le Maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit présenter les attestations de police d'assurances en état de validité couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Ces attestations doivent préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance du Maître d'œuvre (et de toutes ses composantes) à l'assureur du droit à notifier au Maître de l'ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances.

Cette attestation doit être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent. L'attestation de sa compagnie d'assurances, que le Maître d'œuvre (dans toutes ses composantes) doit présenter doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ou les polices sont en bon état de validité, et que l'entrepreneur lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le défaut d'attestation d'assurance peut conduire à la résiliation du marché au torts du Maître d'œuvre. Aucun règlement de situation ou de solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

▪ **Responsabilité civile**

Le Maître d'œuvre (et toutes ses composantes intervenant dans l'opération), doit être Titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution.

La ou les polices doivent couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux (jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement, sous réserve d'une éventuelle prolongation de garantie), du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1382 et suivants du Code civil.

Cette ou ces polices d'assurances de Responsabilité Civile doivent comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

▪ **Assurance de Responsabilité Décennale**

Le Maître d'œuvre (dans toutes ses composantes) responsable au titre des articles 1792 et 1792-1 du Code civil, doit justifier qu'il est Titulaire d'une police d'assurance obligatoires de Responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application.

Il doit, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il doit fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

L'attestation d'assurance décennale, doit :

- Comporter mention que la couverture des dommages de nature décennale est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des assurances ;
- Comporter le montant des garanties complémentaires des dommages immatériels et des existants ;
- Comporter la mention des missions garanties, en cohérence avec celles effectivement assumées ;
- Mentionner la période de validité de l'assurance, cette période devant inclure la date de Déclaration d'Ouverture du Chantier à l'administration concernée.

ARTICLE 43. ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE

Toute surprime appliquée par l'assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un membre de l'équipe de conception ou de maîtrise d'œuvre, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause,

est automatiquement mise à la charge du défaillant. Chacun des membres de l'équipe de conception et de maîtrise d'œuvre s'engage à régler au Maître d'ouvrage la surprime due dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'ouvrage, ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis à vis du Maître d'ouvrage de leurs cocontractants et des tiers. Ils restent tenus de garantir le Maître d'ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait y compris après réception des travaux et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

ARTICLE 44. ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

En dérogation et complément de l'article 27 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques - éléments de mission tels que définies à l'article 6 du présent CCAP. Cette résiliation ne donne pas droit à une indemnité. Cette décision emporte résiliation du marché, sans aucune indemnité.

ARTICLE 45. RESILIATION DU MARCHÉ

Il est fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG-Maîtrise d'Œuvre avec les précisions suivantes :

45.1. Résiliation du fait du Maître de l'ouvrage

En complément de l'article 27 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître de l'ouvrage peut résilier le marché pour motif d'intérêt général.

Pour l'application de l'article 31 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, les parties conviennent que peuvent être considérées comme motif d'intérêt général justifiant la résiliation du marché si le Maître d'ouvrage le décide, des raisons de financement ou de modification de programme de besoins, sans préjudice des autres dispositions du CCAG-Maîtrise d'Œuvre auxquelles il n'est pas dérogé.

En dérogation aux articles 27 et 31 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, si le Maître d'ouvrage met fin à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général, cette résiliation ne donne pas droit à une indemnité sur le préjudice subi. Le Maître d'œuvre a droit, en revanche, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations déjà payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

45.2. Résiliation du marché aux torts du Maître d'œuvre ou cas particuliers

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le marché peut être résilié aux torts du groupement, dans les conditions prévues à l'article 30 (cette résiliation est opérée sans mise en demeure préalable).

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-11 du Code de la commande publique peut entraîner, par décision de la personne responsable du marché, la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par dérogation et complément à l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le marché peut être résilié dans le cas où le Maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 21 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le Titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, la fraction des prestations déjà accomplies par le Maître d'œuvre et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du Titulaire (Article 39.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre), les prestations sont réglées sans abattement.

45.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

En dérogation et complément à l'article 34 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Maître de l'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire (cas de résiliation visés à l'article 45.2 du présent CCAP et à l'article 30 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, suivant les dispositions de ce même article 34).

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

45.4. Conséquences de la résiliation

Le montant des honoraires correspondant aux éléments de mission réellement exécutés à la date de résiliation du contrat, est liquidé conformément aux dispositions des articles du présent CCAP.

Dans le cas où la résiliation intervient avant l'achèvement d'une phase, le pourcentage d'avancement de celle-ci est alors arrêté d'un commun accord entre le Maître d'œuvre ou ses ayants droits et le Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 46. LITIGE

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché public.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 37 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le Tribunal Administratif de Rennes est compétent pour trancher le litige.

ARTICLE 47. DEROGATIONS AU CCAG-MAITRISE D'OEUVRE

Il est dérogé au CCAG-Maîtrise d'Œuvre dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent marché, qui l'emportent, notamment :

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG-Maîtrise d'Œuvre
Sous-traitance	9.3	3.6.2
Ordre de priorité des pièces contractuelles	1110	4.1
Prestations supplémentaires ou modificatives	13 et 31	14.1 et 14.2
Prolongation du délai d'exécution	13.1 et 13.3, 15.4.1 16.3.5	15.3.5 15.3.1, 15.3.2, 15.3.3
Prix	14.1	10.1.1
Acomptes	15.4	11.2
Remise de la demande de paiement	15.4.3	11.5
Demande de paiement final	15.5	11.7

Décompte général définitif	15.5.2	11.8, 11.8.2 et 11.8.5
Début du délai d'exécution	16.1	15.1.4
Admission, ajournement, réfaction et rejet	16.1 et 16.3.3	21 et 21.2.1
Pénalités pour retard	16.2, 17.2.2 et 17.3.2	16.2, 16.2.1 à 16.2.4
Délais	16.3.3	21 et 21.2.1
Conduite des prestations	36	3.4.3
Attestations d'assurance	41	9.1.3
Arrêt de l'exécution de la prestation ou résiliation du marché	43, 44.1 et 44.2	27 et 31, 3.5.4 et 30
Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	44.3	34